

Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest
01 BP 1618
Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tel : ++ (226) 307047/ 30 85 80
Fax : ++(226) 307561
Email : brao@iucn.org.



EVALUATION INTERNE DU BUREAU DE L'UICN GUINEE BISSAU

RAPPORT FINAL

François-Corneille Kêdowidé
Facilitateur Suivi / Evaluation
UICN - BRAO
Ouagadougou – Burkina Faso

Janvier 2003

0. RESUME

Titre, auteur et date du rapport de l'évaluation : Evaluation interne du bureau de l'UICN
Guinée Bissau, François-

REMERCIEMENTS

Je voudrais tout particulièrement remercier chaleureusement :

- ◆ le Chef de mission de l'UICN en Guinée Bissau, M. Nelson G. Dias
- ◆ tout le personnel de l'UICN Guinée Bissau
- ◆ les conservateurs du parc Caheu
- ◆ les partenaires au développement que nous avons rencontrés
- ◆ tous ceux qui, de loin ou de près, ont contribué à cette évaluation.

La liste exhaustive de toutes les personnes que nous avons rencontrées dans le cadre de cette évaluation figurent en annexe du présent rapport.

I. BUT DE L'ÉVALUATION

L'UICN a conscience des effets positifs de l'évaluation et encourage ces représentations, secrétariats et projets/programmes à faire cet exercice. La récente revue stratégique du Programme UICN en Afrique de l'Ouest a permis de revoir le Programme Ouest Africain et rappelé l'importance de l'évaluation pour l'UICN. Dans la même foulée et plus précisément lors de la réunion de coordination du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest tenue à Ouagadougou en janvier 02, un programme d'évaluation des bureaux nationaux a été établi pour la période 2002 – 2004 à l'instar de ce qui a été fait dans toutes les autres régions et validé par le Conseil. La présente évaluation interne du bureau de la Guinée Bissau se situe dans ce cadre.

L'UICN entreprend les évaluations pour deux raisons principales :

- Ø L'UICN est responsable devant ses membres, ses partenaires et ses donateurs quant au bon fonctionnement de ses projets. Le processus d'une évaluation interne s'inscrit dans l'engagement de l'UICN à favoriser la transparence et la responsabilité ;
- Ø Une évaluation présente une occasion pour l'UICN et ses partenaires d'apprendre, de manière créative, comment améliorer le travail et comment rendre les projets et programmes plus efficaces et efficients.

Le but de l'évaluation est d'améliorer les connaissances en ce qui concerne les meilleures pratiques en matière de conservation et de développement.

L'objectif général de cette évaluation est d'apprécier et de décrire l'impact de la mise en œuvre des activités du bureau de l'UICN en Guinée Bissau depuis sa restructuration survenue au mois de juillet 2001.

Les objectifs spécifiques de la mission sont les suivants :

Pertinence : Déterminer la pertinence des activités du bureau, en relation avec les besoins de la Guinée Bissau et des bénéficiaires en matière de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité ;

Efficacité : Evaluer l'efficacité des activités mises en œuvre et leur adéquation aux objectifs du bureau et de l'UICN d'une manière générale et à la convention de financement signée avec les différents bailleurs de fonds ;

Efficience : Estimer si et à quel point les activités mises en œuvre ont utilisé les ressources de manière rentable ;

Impact : Répertorier, analyser et évaluer les résultats atteints et leurs impacts sur le milieu et sur la situation socio-économique des populations bénéficiaires ;

Durabilité : Identifier les domaines et les activités spécifiques qui pourraient faire l'objet d'une capitalisation par les bénéficiaires, les acteurs et les partenaires.

Les termes de référence de l'évaluation sont ci-joints en Annexe A

II. METHODOLOGIE

La méthodologie de collecte des informations et des données requises pour l'évaluation interne comportait plusieurs étapes :

- Ø La recherche documentaire ;

- Ø L'échange avec les différents responsables des composantes du Programme UICN Guinée Bissau (Bureau de l'UICN Guinée Bissau, Bureau de la Planification côtière, , etc.), les conservateurs du Parc de Caheu, des membres et ONG impliquées dans la mise en œuvre des activités du Programme UICN Guinée Bissau etc. ;
- Ø La préparation d'une matrice méthodologique de l'évaluation (voir Annexe B) ;
- Ø La constitution d'un échantillon pour les entretiens ;
- Ø La préparation de la méthodologie du terrain : un protocole d'entretien semi-structuré, adapté aux différentes composantes de l'échantillon (Annexe C) ;
- Ø L'enquête sur le terrain mais localisée à la ville de Bissau : entretiens avec les parties prenantes et visites de quelques principales réalisations de l'UICN. Le responsable du bureau de l'UICN Guinée Bissau a fait venir à Bissau les principaux responsables des composantes du programme ;
- Ø L'analyse et la synthèse des données recueillies dans la documentation et sur le terrain ;
- Ø La rédaction d'un rapport provisoire ;
- Ø L'incorporation de commentaires du Bureau de l'UICN-Guinée Bissau et rédaction du rapport final.

L'échantillon se composait du personnel de l'UICN, de celui du Parc de Caheu, du Bureau de la Planification côtière. L'enquête sur le terrain s'est traduite par un entretien avec les différentes composantes de l'échantillon, ainsi que par une observation des réalisations et domaines d'intervention du bureau UICN en compagnie des populations bénéficiaires.

La méthode a souffert de l'insuffisance du temps (la mission s'est rendue à Bissau du 22 au 27 octobre 02) pour mieux analyser les documents et mieux observer les groupes cibles sur le terrain ; ce qui a été en partie comblé par le temps mis pour lire et analyser les différents documents et rapports.

En plus de la matrice méthodologique et du protocole d'entretien, se trouvent en Annexes : le calendrier de la mission, la liste des personnes rencontrées et la liste des documents consultés (Annexes G, H et I respectivement).

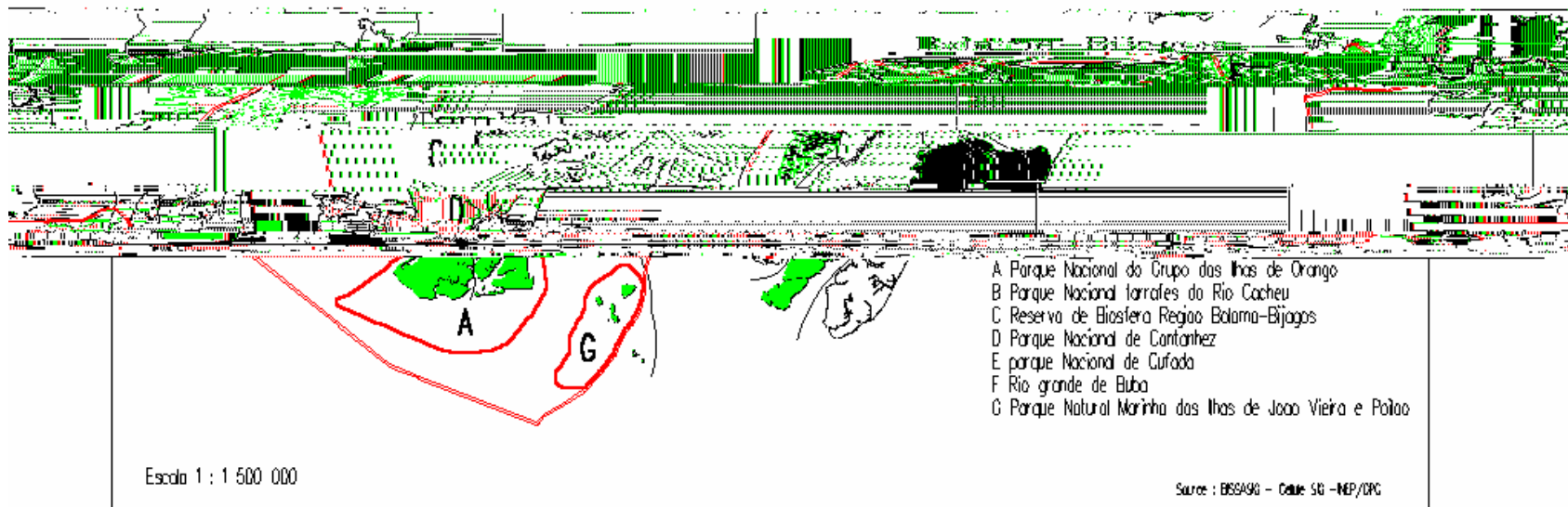
III. COMPOSITION DE L'EQUIPE D'EVALUATION

Il aurait été souhaitable que l'évaluation interne se fasse avec une équipe de deux personnes au moins, la seconde personne pourrait être un cadre de l'UICN d'autres bureaux de la région, ceci afin de faciliter les échanges et l'apprentissage. La mission a été l'œuvre du seul responsable régional du Suivi / Evaluation du bureau régional de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest, M. François-Corneille Kêdowidé, Historien, Spécialiste en gestion de l'environnement et dotée d'une longue expérience en formation dans plusieurs domaines dont celui du Suivi / Evaluation, en analyse et évaluation de projets, en rédaction de document de projet.

IV. CONTEXTE

La Guinée Bissau (Carte 1) contribue de manière importante à la conservation de la diversité biologique de la planète en offrant les territoires de ponte aux plus grandes colonies de tortues marines de la côte atlantique de l'Afrique, en accueillant, chaque année, un million d'oiseaux migrateurs venant d'Europe et en offrant les nutriments et l'abri nécessaires à la reproduction de poissons et de crustacés. Enfin, les forêts sèches et subhumides du pays constituent une barrière efficace à l'extension de la zone sahélienne vers le Sud et ce, malgré la forte baisse de la pluviométrie observée depuis plusieurs années (in « *L'UICN en Guinée Bissau : la conservation durable des ressources naturelles de la zone côtière* »). L'économie de la Guinée Bissau dépend fortement de l'abondance et de la valorisation des

-
- ▼ Transfert des responsabilités à certains partenaires sociaux ayant la



Carte 1. Les aires protégées de la Guinée Bissau

VI. HISTORIQUE DE L'UICN EN GUINÉE BISSAU

Le Programme de Conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles

économiques et politiques, la Guinée-Bissau continue d'être un pays avec d'énormes potentialités naturelles. Cet état de fait n'a été possible que grâce à :

- Ø Une société plus consciente de l'impact de la conservation et de la gestion des ressources naturelles ; Le renforcement des capacités, la prise en compte des valeurs culturelles (traditionnelles) dans la gestion des ressources naturelles ont été les éléments qui ont aguerri ma société dans le cadre du processus de conservation et de gestion ;
- Ø Une décentralisation et une appropriation du processus de gestion des ressources naturelles par les associations de base ;
- Ø L'émergence d'une plus grande conscience environnementale ;
- Ø La création de cinq (05) Aires Protégées en l'espace de 10 ans ;
- Ø L'élaboration des lois et des décrets sur les Aires Protégées, la création des Institutions à vocation environnementale telles Planification Côtière, Centre de législation environnementale etc.

Un plan d'action pour une phase de transition du Programme a été élaboré. Cette phase de transition et de recherche de mécanismes alternatifs de financement s'étendait du 1^{er} juillet 2001 au 31 décembre 2002 (Annexe D). Trois grandes composantes ont été mises en place :

- Ø Le bureau regroupant les structures administratives centrales, la coordination des initiatives d'éco-développement et une petite cellule consacrée à l'éducation environnementale ;
- Ø Une division Aires protégées regroupant parcs et réserves de biosphère
- Ø Le bureau de Planification côtière.

VII. DESCRIPTION DU PROGRAMME

7.1. Présentation de la composante ECE

Ø Objectif : Renforcement d'une conscience environnementale des populations résidant vis-à-vis de l'utilisation durable des ressources naturelles et de la conservation des écosystèmes

Ø Aires d'intervention spécifiques :

- ✓ Ecoles d'initiation environnementale (EVA)
- ✓ Maisons de l'environnement et de la culture (CAC)
- ✓ Radios communautaires (RC)

Ø Publics cibles :

- ✓ Communautés de base
- ✓ Elèves, professeurs et parents des élèves
- ✓ GIE (Groupes d'Intérêt Economique)
- ✓ Populations résidentes

Ø Activités/Axes d'interventions :

- ✓ Formation des agents de base : professeurs, éco-gardes, journalistes ;
- ✓ Education et sensibilisation du grand public : animation ;
- ✓ Communication participative : réunions, débats, expositions thématiques ;
- ✓ Publications : bulletins, posters, T-shirts

Ø Quelques réalisations importantes :

- ✓ Appui aux processus de décentralisation et gestion participative des

Ø Activités

- ✓ Apiculture (valorisation de l'écosystème forestier)
- ✓ Extraction de l'huile de palme (valorisation de l'écosystème du palmier)
- ✓ Pêche artisanale (valorisation des ressources halieutiques : lutte contre la pauvreté)
- ✓ Alphabétisation fonctionnelle (renforcement des compétences des GIE)
- ✓

Ø Réalisations importantes

Activités	PNTC	RGB	Cantanhez	API,s	Total
Apiculture	301 ruches 3.357,5 KG 13 associations 277 apiculteurs	60 ruches 265 Kg 5 associations 201 apiculteurs	50 ruches 25 Kg 5 associations 31 élèves 06 professeurs	228 ruches 1.672,5 Kg 35 associations	639 ruches 5.320 Kg miel 58 associés 509 apiculteurs
Huile de palme	4 presses crédits : 800.000 FCFA	15 presses		11 presses crédit : 2.010.000 fcfa	30 presses crédits : 2.810.000 fcfa
Pêche		Crédits 1.172.100 fcfa 0 % taux de remboursement 5.210.250 22,1% taux remboursement		30108 0 TD 0.969% Tj 69.75 0 TD 05 re f 476.30n70	

Ø Difficultés rencontrées

-
- ✓ Contribution à la réduction de la pression anthropique sur les écosystèmes forestiers dans les Aires Protégées par le biais de la vulgarisation des techniques alternatives.

l'UICN se doit d'améliorer ses capacités techniques en travaillant en synergie avec les différents réseaux de l'Union. La visite de la Présidente de l'UICN a amélioré l'image de l'institution dans le pays.

La difficulté de l'UICN en Guinée Bissau est qu'elle dépend quasi exclusivement d'un seul bailleur de fond même si ces activités attirent plusieurs autres dont les Suédois, la banque mondiale. Une importance doit être accordée au fundraising afin de maintenir les acquis et de poursuivre la politique de gestion intégrée des ressources naturelles surtout en ces moments où la situation économique défavorable fait penser à l'exploitation des ressources telles que le pétrole existant dans la zone côtière fragile.

8.2. Revue de la gestion du bureau

Depuis la restructuration du bureau (juillet 2002), il y a un recentrage des activités mises en œuvre par l'UICN en Guinée Bissau sans une implication négative sur les activités d'une manière générale. Le personnel est toujours aussi motivé malgré quelques difficultés (communication, utilisation du groupe électrogène depuis plus de trois ans, etc.). Il est noté aussi la difficulté d'avoir des cadres compétents (voulant travailler en Guinée Bissau à cause des problèmes politiques risque de conflits), de la langue de travail (entrave que constitue la langue portugaise). Tout ceci explique des difficultés pour avoir des assistants techniques de qualité susceptibles de porter une assistance au programme de l'UICN.

Dans le but d'améliorer sa gestion, le bureau de l'UICN aura besoin de chargés de projet ou de programme et d'un responsable administratif et financier de qualité susceptibles de l'aider à accroître le nombre de ces projets sur la liste ABC, de faire le fundraising et d'aider à mettre de l'ordre dans les finances et la comptabilité. Le bureau de la Guinée Bissau aura aussi besoin d'un bon support technique mais surtout financier et comptable de la part du bureau régional.

8.2.1. Pertinence

La Guinée Bissau est l'un des pays les plus pauvres de la planète. Son littoral se caractérise par l'étendue de la plate-forme continentale, la faible profondeur des eaux littorales, l'existence d'une multitude d'estuaires et de Rias, la présence d'une frange de mangroves et la confluence des courants côtiers du Nord et du Sud. La richesse en ressources biologiques est renforcée par l'apport de nutriments par les eaux froides venues du Nord. Le non respect des règles et normes d'exploitation des ressources biologiques aquatiques définies par les règles sociales propres aux communautés autochtones ou prévues par l'Etat guinéen, l'affluence incontrôlée des populations allochtones (surtout des pêcheurs) constituent des menaces qui pèsent sur les ressources naturelles et sur les principaux habitats. Des comportements divergents sont souvent sources de conflits entre autochtones et allochtones ; ce qui rend difficile l'implantation de systèmes durables de gestion des écosystèmes marins côtiers et insulaires. C'est pour toutes ces raisons que l'Etat guinéen s'est lancé dans un processus de planification participative et d'aménagement de sa zone côtière.

Les activités de l'UICN en Guinée Bissau rentrent dans cette optique et sont par conséquent en relation avec les besoins du pays et des populations ; ce qui explique leur pertinence. Les résultats de douze années de partenariat avec l'Etat et d'autres institutions impliquées dans la gestion et la conservation dans le cadre d'un programme de conservation et de développement durable de la zone côtière sont intéressants : développement d'institutions publiques et privées spécialisées, sensibilisation des populations dans la conservation des espèces, l'implication des communautés locales dans la gestion de l'écosystème etc.

8.2.4. Impact

Nous n'avons pas pu quantifier la proportion de la population qui a bénéficié d'une amélioration de leurs conditions de vie grâce à l'UICN. Cependant, les politiques ont signalé une amélioration des conditions de vie des populations grâce aux projets de l'UICN.

8.2.4.1. Impact écologique

En analysant les impacts écologiques, il faut se rappeler que l'économie de la Guinée Bissau, l'un des pays les plus pauvres du monde, dépend de l'abondance et de la valorisation des ressources naturelles fragiles. L'économie Bissau guinéenne, à l'état actuel ou dans les scénarios futuristes les plus réalistes, est et sera très dépendant des ressources naturelles. Or, on sait que le souci majeur des projets de l'UICN Guinée Bissau est de garantir l'abondance des filières biologiques (fertilité des sols, mangroves, zones de fraie etc.) en mettant en place des systèmes d'exploitation et de valorisation appropriés. L'impact le plus fort pour la santé des écosystèmes, les ressources naturelles et l'économie de la Guinée Bissau est tout simplement le fait que la Guinée Bissau ne manque pas, de nos jours, de richesses naturelles et culturelles qui font de sa zone côtière une des aires de conservation prioritaire pour la sous région. Une attention toute particulière est tout de même indispensable si l'on veut utiliser durablement ces ressources, et c'est à cette tâche que s'attèle l'UICN depuis des années.

8.2.4.2. Impacts dans la gestion des ressources naturelles

Les différents projets mis en œuvre par l'UICN en Guinée Bissau constituent des acquis très importants et suscitent une grande adhésion des autorités administratives et politiques ainsi que des populations faisant de l'UICN la structure incontournable dans la gestion des ressources naturelles. Ils ont trait à :

- l'utilisation et la gestion durable des ressources naturelles (cas de Rio Grande de Buba, des parcs et réserve de la biosphère etc.)
- la réduction d'environ 50% dans la consommation du bois pour fumer le poisson grâce aux fours et pour produire le charbon de bois, etc.

-
- donner une valeur économique à la biodiversité ;
 - développer des activités génératrices de revenus : pêche artisanale et transformation des produits halieutiques, transformation des fruits sylvestres, production d'huile de palme etc.

Il va s'en dire que ces activités ont contribué entre autres à :

- une amélioration de l'autosuffisance alimentaire
- une amélioration de la nutrition (plus de légumes grâce aux maraîchages)

Les petits commerces et d'autres projets de femmes sont rendus possibles par les caisses de crédit/épargne.

8.2.4.4. Impacts sociaux

L'un des plus grands impacts du programme est d'avoir conféré un pouvoir aux populations qu'elles

savoir traditionnel. Le pronostique pour la durabilité de la plupart des activités des différents projets de l'UICN est, en général, bon. Les projets et autres activités de l'UICN Guinée Bissau méritent néanmoins plus de capitalisation par et pour les bénéficiaires, les acteurs et les partenaires. Un travail est en cours mais méritent que l'on s'y investisse davantage et que les expériences soient valorisées au niveau de la sous région ouest africaine.

8.3. Revue de la fonction de développement (perspectives) : quelles initiatives nouvelles

l'absence de compétence dans le domaine de gestion et de mise en œuvre des projets, programmes ? Est-il dû à la volonté du Chef de mission de maintenir l'image de l'UICN dans le pays ? Le bureau a besoin d'un suivi et davantage de soutien de la part du bureau régional

IX. EN GUISE DE CONCLUSION

La richesse en diversité biologique des côtes Bissau guinéennes (mangroves, hippopotames, lamantins, territoire de ponte des plus grandes colonies de tortues marines de la côte atlantique, existence de nutriments et d'abri pour la reproduction des poissons et des crustacées etc.) et la nécessité de conserver et de gérer durablement ces ressources naturelles expliquent combien les activités de l'UICN en Guinée Bissau répondent à la mission et à la vision de l'UICN. Et si l'on ajoute à cela le fait que l'économie de la Guinée Bissau dépend de l'abondance et de la valorisation de ces ressources naturelles fragiles, on comprend et appréhende mieux l'impact des activités du bureau. L'analyse du Programme dans son ensemble a permis d'apprécier l'apport des activités de l'UICN dans ce pauvre de l'Afrique occidentale. L'utilisation combinée des règles sociales propres aux communautés autochtones et celles dictées par l'Etat ont permis d'amoindri les menaces qui pesaient sur les ressources naturelles. Des efforts restent à faire pour renforcer cette association étroite de la conservation de la biodiversité à la valorisation et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles surtout en ces moments où les impératifs de lutte contre la pauvreté dictent l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables dans les zones à écosystème fragile.

L'UICN se doit de renforcer ces capacités techniques et managériales si elle veut continuer à jouer son rôle de facilitateur dans le cadre de la gestion des aires protégées. Elle doit aussi concomitamment capitaliser ses acquis, ses expériences, les leçons apprises de la gestion participative ou de la cogestion et valoriser les opportunités existantes qui s'offrent à elle.

X. ANNEXES

- A. Termes de référence de l'évaluation
- B. Matrice méthodologique de l'évaluation
- C. Protocole d'entretien
- D. Plan d'action
- E. Le parc national des mangroves de Caheu
- F. Situation financière de la période allant du 01/12/2015 au 30/09/2017 (proTD -

-
- déterminer la pertinence des actions, en relation avec les besoins des pays concernés, et des bénéficiaires en matière de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité ;
 - identifier les leçons apprises des projets, ainsi que les domaines et les activités spécifiques qui pourraient faire l'objet d'une capitalisation par les bénéficiaires, les acteurs et les partenaires.

Pour ce faire, il faudra :

- faire un examen approfondi de la liste ABC des trois dernières années afin d'en apprécier l'évolution ;
- mettre en exergue les points positifs de la gestion des projets, de relever les points négatifs ou faibles afin de faire des propositions dans le cadre de leurs améliorations ;
- d'apprécier les relations avec les membres et les partenaires au développement.

Cette évaluation permettra aussi d'apprécier les effets et/ou impacts des formations en S&E (élaboration de cadre logique, rédaction des rapports d'avancement des projets en direction des partenaires au développement) dispensées l'an dernier et auxquelles plusieurs cadres ont participé

3. Tâches des évaluateurs

Les tâches spécifiques de la mission d'évaluation interne sont les suivantes :

- analyser les documents de base (document de projet, plans de travail ; liste ABC et convention de financement) et surtout les différents rapports de progrès produits les deux dernières années ;
- évaluer le niveau d'exécution des activités par rapport à la programmation initiale, leur efficacité et leur adéquation avec les objectifs et les résultats attendus des projets mis en œuvre ;
- discuter avec les partenaires (services de l'Etat, autorités locales, autres intervenants), les membres, les acteurs et les populations bénéficiaires (y compris les femmes et les organisations de base) sur l'approche des projets mis en œuvre (partenariat, renforcement de capacités, responsabilisation de la population), ainsi que sur le degré d'application des directives inscrites dans les conventions de financement ;
- évaluer l'efficacité des programmes de travail élaborés pour réaliser les objectifs des projets, en tenant compte de l'évolution des contraintes sociales et politiques propres aux zones d'intervention des projets ;
- évaluer et apprécier le degré d'appropriation des activités des projets et le niveau d'implication des populations à l'exécution des projets d'une manière générale ;
- rédiger un rapport final d'évaluation interne par bureau et un rapport synthèse des différents rapports des bureaux à la fin des évaluations (décembre 02), rapport mettant en exergue les leçons apprises.

4. Approche méthodologique

4.1. Collecte des données

La méthodologie de collecte des informations et des données requises pour l'évaluation devra être complétée et finalisée par l'équipe en charge de la mission d'évaluation, sur la base de son expérience en la matière. Dans tous les cas, elle devrait comporter trois étapes au moins :

- la collecte et l'exploitation de la documentation disponible sur le bureau y compris les projets et programme mis en œuvre (document de projet, convention de financement, divers rapports de progrès, plans de travail, comptes rendus des sessions de formation ou des visites d'échanges) ;
- l'entretien (avec ou sans questionnaires préétablis) le staff de l'UICN, les partenaires au développement, les populations bénéficiaires, les autorités locales, les partenaires au projet (services de la Direction Nationale de la Conservation de la Nature, et du Développement Rural, ONGs et autres projets intervenant dans les zones d'intervention...) ;
- la visite des principales réalisations de quelques projets sur le terrain dans la mesure du possible.

4.2. Composition de l'équipe

L'équipe des évaluateurs sera composée de deux (02) personnes : le responsable du S&E (chef d'équipe), et un cadre de l'UICN ou un cadre d'un membre de l'UICN ou d'un consultant. Cette option est dictée par le fait que l'un des objectifs de l'évaluation tels que définis dans la politique d'évaluation de l'UICN est l'apprentissage et l'amélioration. En s'impliquant dans la pratique de l'évaluation, le staff de l'UICN, les membres comprendront que l'évaluation est :

- un outil d'apprentissage qui augmente le niveau de nos connaissances en ce qui concerne les meilleures pratiques,
- un outil pour rendre les projets, les programmes et les unités organisationnelles plus efficaces et qui crée un environnement qui engage le personnel et ses partenaires à apprendre comment améliorer le travail de l'UICN.

Bureaux	Chef d'équipe	Membres de l'équipe
Burkina Faso	M&E	
Mauritanie	M&E	Aliou Faye ¹
Guinée Bissau	M&E	Cadre de l'UICN ou membre SNL ²
Niger	M&E	Consultant

Un staff de l'UICN accompagnera la mission en cas de visite sur le terrain. Dans tous les cas, l'équipe bénéficiera de l'assistance de l'UICN à tous les niveaux, y compris la fourniture de la logistique de travail nécessaire.

4.3. Calendrier / Chronogramme

¹ M. Faye a déjà donné son accord de principe

² Discussions en cours avec l'UICN Sénégal

Le second semestre a été retenu dans le planning initial pour les évaluations internes des bureaux concernés à l'exception de celui du Burkina (période initiale = 1^{er} semestre). Des discussions avec les différents responsables des bureaux concernés, il ressort que la période adéquate est celle qui va de septembre au mois de novembre ; le mois de décembre devant être consacré pour rédiger un rapport synthèse des différentes évaluations et mettre en exergue les leçons apprises.

Bureaux	Période
Burkina Faso	10 au 17 septembre
Mauritanie	19 au 26 novembre
Guinée Bissau	22 au 27 octobre
Niger	À déterminer

6. Budget

Les dépenses relatives à la mission d'évaluation seront prises en charge par le budget M&E. Il se résume en frais de mission (per diem), frais de consultant, billets d'avion.

Annexe B.

MATRICE METHODOLOGIQUE DE L'EVALUATION

EVALUATION INTERNE DU BUREAU DE LA GUINEE BISSAU

Thème

		Comment les projets ont-t-ils renforcé les capacités : des populations ? des services techniques ? des ONG ? autres ?		Entretiens.
	Les projets ont-ils bien pratiqué une gestion participative adaptative ?	Quelles leçons les projets ont-ils tirées des multiples phases précédentes ? Y-a-t-il évidence d'une gestion adaptative (auto-évaluations ; système de suivi, monitoring et décisions basées sur l'apport des informations en continu) ?		Documentation du projet et de ses phases précédentes. Entretiens.
Efficienc e	A quel degré le projet utilise-t-il ses ressources de manière rentable ? Quel est l'impact du projet sur la biodiversité et le milieu naturel ?		Rapport coût / résultat.	Convention de financement. Rapports financiers. Visites réalisations. Observations.

Durabilité	L'approche des projets a-t-elle favorisé la durabilité des résultats ?	Quelles sont les stratégies à long terme vis-à-vis la surexploitation des ressources naturelles ? Y a-t-il une participation équitable des femmes dans les différentes structures de gestion ? Quelle était la participation des différents groupes dans l'élaboration des plans de gestion et d'autres activités des projets ? Quelle est la qualité des partenariats des projets ? Y a-t-il des effets multiplicateurs de certaines initiatives locales ?		Visites terrain. Entretiens. Documentation.
	Lesquels des résultats pourraient faire l'objet d'une capitalisation par les bénéficiaires ?			Entretiens bénéficiaires.
	Lesquels des résultats pourraient faire l'objet d'une capitalisation par les partenaires ?			Entretiens partenaires.
Leçons	Quelles sont les leçons que l'on peut tirer de la mise en œuvre des projets ?			Entretiens

Annexe C.

PROTOCOLE D'ENTRETIEN DE LA MISSION D'ÉVALUATION INTERNE DU BUREAU DE LA GUINÉE BISSAU

Equipe d'évaluation : M. François-Corneille Kédowidé, Facilitateur Suivi / Evaluation UICN - BRAO

Introduction

L'UICN entreprend les évaluations pour deux raisons principales :

1. L'UICN est responsable devant ses membres, ses partenaires et ses donateurs quant au bon fonctionnement de ses projets. Le processus d'une évaluation externe s'inscrit dans l'engagement de l'UICN à favoriser la transparence et la responsabilité.
2. Une évaluation présente une occasion pour l'UICN et ses partenaires d'apprendre, de manière créative, comment améliorer son travail et comment rendre ses projets et ses programmes plus efficaces. Une évaluation permet de comprendre pourquoi les activités réussissent et pourquoi elles échouent.

Le but c'est donc d'augmenter nos connaissances en ce qui concerne les meilleures pratiques en matière de conservation et développement.

Pour réussir cette évaluation, nous vous prions de nous parler avec la plus grande franchise et nous vous garantissons une discrétion totale en ce qui concerne cet entretien. Par ailleurs, rassurez-vous, les sources des informations récoltées pendant cette mission, et particulièrement cet entretien, resteront strictement anonymes.

Objectifs de l'évaluation interne du bureau de la Guinée Bissau

Les objectifs de l'évaluation interne du bureaux de l'UICN en Guinée peuvent se résumer comme suit :

- Revue de la fonction de représentation des bureaux concernés (problèmes/difficultés, avancée possible, etc.) ;
- Revue de la gestion du bureau (gestion des ressources humaines, gestion des programmes etc.) ;
- Revue de la fonction de développement (perspectives) : quelle initiative nouvelle ?

Les objectifs spécifiques assignés à l'évaluation interne des bureaux sus nommés se présentent comme suit :

- évaluer l'efficacité et l'efficience des activités mises en œuvre ;
- répertorier, analyser et évaluer les résultats atteints et leurs impacts sur le milieu et sur la situation socio-économique des populations bénéficiaires ;



-

Son approche est-elle adaptée aux réalités des bénéficiaires et des partenaires ?

Y a-t-il des réalisations ou des activités qui ont une bonne probabilité de perdurer une fois que les projets seront terminés ?

Voulez-vous nous parler des leçons que l'on peut tirer des projets du bureau de l'UICN Guinée Bissau ?

Y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez ajouter ?

Questions clés : Série 2

Partenaires techniques : Services techniques de l'Etat et ONG locales

Pouvez-vous nous décrire l'historique et le fonctionnement de votre partenariat avec le bureau de l'UICN en Guinée Bissau ?

Qu'est-ce que le bureau vous a apporté ?

Quel a été votre apport au bureau ?

Sur le plan global, quel est le succès à votre avis le plus important du bureau (s'il y en a) ?

Voulez-vous citer d'autres réalisations importantes ?

Avez-vous constaté des faiblesses dans la mise en œuvre des projets en œuvre des projets en œuvre u9z Tj 6 0 T ce que le bureau v en œuvre u9z Tj 6 0 TD -12 Tqp0.0595 Tc 0 Tw (?) T Tw (Voulez) Tj 33 0 TD 0.1208 11

Qu'est-ce que les projets ou le bureau vous ont ou a apporté ?

Qu'est-ce qui ne vous a pas donné satisfaction dans l'exécution des projets de l'UICN ? ou quels sont vos points de désaccord avec les projets mis en œuvre et l'UICN ?

Qu'est-ce qui va rester de tout cela même après les projets ?

Voulez-vous nous parler des leçons que l'on peut tirer des projets ?

Y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez ajouter ?

Questions pour mémoire

Quelle est la spécificité du bureau de l'UICN Guinée Bissau ?

Quel a été votre degré d'implication dans l'exécution des projets de l'UICN ?

Quelles sont les activités que vous avez eues à mener dans la mise en œuvre des projets ?

Quelles sont les activités auxquelles vous n'avez pas participées ?

Qu'avez-

Voulez -

?

97.75 0 TD ue l1our mé83s

PLAN D'ACTION

I - Introduction

Le présent document constitue le plan d'action pour la phase de transition du Programme de

Décentralisation et appropriation du processus de gestion des ressources naturelles par les associations de base
Emergence d'une plus grande conscience environnementale
Création de 5 Aires Protégées en l'espace de 10 ans ;
Création des lois et des décrets sur des Aires Protégées, création des Institutions à vocation environnementale telles Planification Côtière, Centre de législation environnementale etc.

Rappel

La mission, la finalité et les grands objectifs à long terme du Programme de l'UICN restent toujours valables

Mission de l'UICN en Guinée-Bissau

Promouvoir l'adoption d'un modèle de gestion intégrée d'espaces et une utilisation rationnelle des ressources naturelles, au bénéfice durable de la société bissau guinéenne

Finalité du Programme

Prise en charge de la société bissau guinéenne de la gestion durable des sites sensibles et des ressources naturelles stratégiques de la zone côtière

Objectifs du Programme UICN en Guinée-Bissau

Les objectifs du programme de l'UICN-Bissau dont l'économie repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles en particulier celles provenant des écosystèmes marins et forestiers et d'une manière générale de la diversité biologique ont été défini à partir des grandes préoccupations du Programme de Planification Côtière au niveau Sous-Régional : Ils sont ainsi développés :

Gestion des écosystèmes Marins Côtiers et Insulaires

Gestion durable des écosystèmes forestiers

Conservation et utilisation durable de la diversité biologique,

Le Plan d'action du Programme Juillet 2001 au 31 Décembre 2002 est élaboré à partir de ces grands objectifs et en tenant compte aussi du désir d'impliquer tous nos partenaires surtout les acteurs de développement à la base et utilisateurs des ressources naturelles.

Restructuration du Programme

Le programme va se recentrer sur 3 composantes :

Le Bureau

Sa structure actuelle sera renforcée par une cellule éco-développement et une cellule éducation environnementale.

Les services administratifs, financiers et logistiques y seront centralisés et assureront un service pour l'ensemble du programme. Pour assurer le fonctionnement de ces services un administrateur/comptable de bon niveau sera recruté (Termes de référence ci-joints). Le personnel sera composée de X personnes réparties comme suit :1 Chef de mission, 1 assistant technique, 1 administrateur/comptable, 1 comptable, 1 logisticien, 1 secrétaire, 1 chauffeur/coursier, 2 gardiens et 2 employés de service.

La mise en place d'une cellule de suivi et d'évaluation des actions d'éco-développement permettra de

Concentration des activités en évitant ainsi la dispersion
Redéfinition de la structure opérationnelle dans les zones d'intervention en privilégiant les aires Protégées
Transfert des responsabilités à certains partenaires sociaux avec la capacité d'exécution et amoindrir l'intervention directe de l'UICN
Appuyer le processus de décentralisation, poursuivre le renforcement institutionnel, formation des cadres, information et sensibilisation à la base
Définir clairement les priorités du Programme
Rechercher des synergies sous régionales par le truchement des programmes et activités liées aux écosystèmes communs et espèces migratoires
Identifier des mécanismes alternatifs de financement et définir au montage financier à court et à moyen terme
Privilégier le partenariat et la complémentarité des actions dans les Aires protégées marines

Fundraising

Suite à l'annonce du retrait de la Coopération SUISSE de Guinée- Bissau et dans le but d'obtenir un nouveau financement, l'UICN-Bissau a réfléchi à une stratégie pour l'avenir qui a été présentée à l'occasion d'un Atelier de réflexion (Bubaque les 17 et 18 mars) regroupant de nombreux donateurs et partenaires (FIBA, MAVA, RAMSAR WWF, BM).

Des portfolios de concept de projets ont été rédigés et présentés à la communauté internationale dans l'espoir de mobiliser des financements pour la continuité du Programme de l'UICN. Ainsi une mini table ronde est prévue à Dakar durant ce quatrième trimestre dont l'objectif est de faire le suivi de Bubaque 2.

Le support moral et la participation de la DDC est encore une fois de plus souhaitée afin de rendre opérationnel la suite de Bubaque 2 concernant la recherche alternative de financement.

Perspectives de financement

Plusieurs actions de mécanismes de financement sont en cours :

Préparation d'un projet GEF / BM

Présentation d'un plan de gestion du Parc Marin João Vieira Poilão : confirmation d'une partie du financement 500 000 CHF par FIBA

Présentation d'un document de projet d'Education et communication Environnementales à ASDI: Confirmation de 100 000 CHF

Présentation d'un projet sous régional sur la pêche dans la Réserve de Biosphère à la Hollande : Négociation en cours

Participation d'un projet sous régional sur la conservation et du développement durable des Aires Protégées de l'Afrique de l'Ouest –

FIBA a accepté de financer le PNMJV Poilão pour une période de 3 ans à hauteur de CHF – 500 000. Il en résulte un bénéfice direct de 14 % de frais de gestion sur chaque année soit 23 333, 33 CHF par an ;

ASDI a accepté de financer des activités d'Education et Communication Environnementales dans les Aires Protégées pour un montant total de CHF 150 000 dont 100 000 CHF sont déjà confirmés, ce qui procurera CHF 14 000 de frais de gestion

UE a repris le Centre de Législation Environnementale cofinancer par le Centre de Bonn pour un financement global de FCFA 348 850 660 dont l'UICN bénéficiera environ de 4 % soit CHF 31 008, 95

UE (IRD) : Programme sous-régional dont la collaboration avec l'UICN au niveau de la Réserve de la Biosphère générera un revenu de CHF 7 350 CHF ;

Restructuration du Programme de Planification Côtière

Proposition - 23 mars 2001

Suite à l'annonce du retrait de la Coopération Suisse de Guinée Bissau et dans le but d'obtenir un nouveau financement, l'UICN Guinée Bissau a réfléchi à une stratégie pour l'avenir qui a été présenté à l'occasion d'un atelier de réflexion qui s'est déroulé à Bubaque les 17 et 18 mars 2001. De nombreux documents de projets ont été rédigés et présentés à la communauté internationale.

Le gouvernement de Guinée Bissau a exprimé sa satisfaction devant le travail accompli depuis 13

Le suivi sera assuré par une équipe formée de deux techniciens spécialisés, ayant démontré au cours de la phase IV des capacités et des compétences techniques spécifiques, adaptées au travail avec les populations. La direction de cette équipe sera assuré par un cadre national spécialisé dans la mise en place et l'évaluation participative de micro projets, il sera aussi responsable de l'exécution des missions sur le terrain et de la coordination des actions menées sur le terrain.

Le travail de suivi sera réalisé en étroite partenariat avec les techniciens et les cadres des Aires Protégées (AP) et de la Réserve de Biosphère Bolama Bijagós (RBBB), affectant une large partie de leurs moyens à la philosophie des initiatives locales (Parks for People) telle que développée dans le projet Rio Grande de Buba.

Les principales activités du service suivi évaluation sont décrites dans l'encadré ci-dessous ; elles devraient permettre d'assurer une réelle consolidation des acquis des dix dernières années et de maintenir un dialogue avec les populations de la zone côtière.

Cette cellule sera composée de trois personnes (2 techniciens et un coordonnateur)

Le budget prévisionnel est de 260 000 CHF.

Termes de Références de la cellule Eco-développement

Mission de suivi évaluation

Outil d'analyse et de décision, elles sont destinées à guider la réflexion des responsables, afin améliorer les performances, les dynamiques, et d'accompagner les bénéficiaires des projets dans leurs démarches. Elles concernent plus particulièrement :

l'initiative *Apiculture*, notamment au sein du PNTC et dans les îles Bijagós ;

I

Soutien au réseau des radios communautaires
Animation dans les Aires Protégées
Formation des professeurs des écoles des parcs, des éco-gardes et des agents de liaison
Valorisation des bulletins dans les écoles des parcs
Animation des groupes d'intérêt en liaison avec les initiatives locales
Valorisation du savoir-faire des partenaires (ONGs)
Publications
Echanges (entre EVAs, entre communautés...)

Le budget prévisionnel est de 68 000 CHF

██████████ BUREAU : 16 personnes et un budget prévisionnel de 821 000 CHF pour la période 07/2001 – 12/2002

2.2. Le Bureau de Planification Côtière

Une partie des techniciens qui le compose, fonctionnaire de l'Etat, ne bénéficieront plus d'un salaire

Elaboration, approbation et divulgation des plans de gestion des aires protégées (Parc National d'Orango, Parc Naturel des Mangroves de Cacheu, Parc National Marin de João Vieira Poilão, Réserve de la Biosphère Bolama Bijagos) ;

Approbation et divulgation du Plan Directeur de la Recherche de la Réserve de la Biosphère Bolama Bijagos.

Institutionnalisation du réseau d'aires protégées

Appui à la Direction des Aires Protégées du Ministère chargé de l'environnement.

Intégration des cadres des aires protégées dans la fonction publique.

Nomination des Directeurs des Parcs.

Insertion des aires protégées bissau-guinéennes dans les réseaux techniques ou thématiques (aires protégées de l'Afrique de l'Ouest, Afrimab, ...)

Actions prioritaires de conservation

*Mise en place du Parc National Marin de João Vieira /Poilão*³

Recrutement et formation des personnels

Mise en place des infrastructures du parc

Monitoring des espèces et des écosystèmes (tortues, avifaune, mangrove)

Etude et mise en place d'alternatives pour les villages de pêcheurs implantés en zone centrale (PNO, Porcos)

La Maison de l'Environnement et de la Culture Bijagos

Amélioration des capacités logistiques pour la recherche et l'éducation environnementale (moyens de déplacement, documentation ...)

Animation du projet d'écomusée des Bijagos (appui aux cérémonies traditionnelles, valorisation culture Bijago ...)

Pérennisation de la radio régionale communautaire Djan Djan

Animation de débat sur les grandes infrastructures (santé, éducation, transports, communications)

Préparation de projets et fundraising

Appui à la préparation du projet G.E.F.

Aide à la consolidation de projet, en liaison avec la cellule éco-développement

Le personnel sera composé de :

1	Assistant technique
1	Coordinateur de la réserve de biosphère
1	Coordinateur des aires protégées
2	Directeurs de parcs nationaux
2	Coordinateurs adjoints des parcs
3	Agents de développement de la réserve
1	Administrateur / finances
14	Eco-gardes
1	Secrétaire

³ Partiellement dépendant de financements complémentaires (FIBA, WWF, ...)

-
- 4 Marins
 - 5 Gardiens
 - 2 Chauffeur / logisticien
 - 1 Mécanicien



LE PARC NATUREL DES MANGROVES DU FLEUVE CACHEU (PNTC)

I- INTRODUCTION

Dans le cadre du Programme de Planification de la Région Côtière de la Guinée-Bissau, dynamisé par l'UICN, la Région du Fleuve Cacheu a été identifiée comme une des plus importantes zone du pays en ce qui concerne la biodiversité et la valeur de ses ressources naturelles. Après une consultation avec la population et les autorités nationales, il a été décidé de créer le PNTC comme faisant partie des premières aires protégées de la Guinée-Bissau:

I.1- SITUATION GEOGRAPHIQUE :

Situé au nord-ouest de la Guinée-Bissau, 12°10'00" e 12°25'00" de Latitude Nord GB, 15°55'00" et 16°32'00" de Longitude Ouest dans la région administrative de Cacheu, il couvre 80.000 ha. (fig. 1- Localisation)

Il se compose de deux zones distinctes: la zone nord et la zone sud séparées par le Fleuve Cacheu.

I.2- LIMITES DU PARC ET ZONAGE

Les limites et le zonage du PNTC, a été discuté avec les populations locales et comprend les trois catégories principales (fig. 2-Limite et Zonage):

- a) Zone de préservation (57% de la surface du parc);
- b) Zone tampon (28%)
- c) Zone de développement durable ou des activités locales (15%)

I.3- CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES

Le parc a les caractéristiques suivantes :

Mangrove et tannes (68% de la surface du parc)

Forêts et savanes (13%)

Terrains agricoles et villages (12%)

Surfaces aquatiques (7%)

I.4- FAUNE

Il existe dans le parc l'environ de :

44 espèces des mammifères et reptiles

plus de 250 espèces des oiseaux sédentaires et migrateurs

Une grande variété de poissons, crustacés et mollusques

Il y a aussi la présence des espèces protégées ou rares, tels que les lamantins, hippopotames, panthères, dauphins, loutres, crocodiles etc)

I.5- POPULATION

Partie nord- 6.036 habitants (en 1997), 27 villages

Six groupes ethniques: (Baiote, Ballante, Bahum, Cobiana, Felupe et Manjaque)

Partie sud- 933 habitants regroupés en 14 villages (groupes ethniques Cobiana et Manjaque).

Densidade populacinal 8,7 habitantes por Km2

I.6- ANTHROPISATION

Culture itinérante “ *pampam* .”

Plantations d'anacardiens.

Le bois de mangrove est exploité pour:

la construction

le chauffage

le fumage du poisson

l'extraction du sel et la fabrication de charbon.

Il existe une petite activité de chasse au fusil et instruments t INw (LBelts selaqu 57.utao Tj -10, fielabn.)el

II.2- Méthodes et outils utilisés dans la gestion participative

II.3- Communication sociale

Information

Diffusion de la Loi Cadre des Aires Protégées au niveau des villages d'intérieur et périphérique du parc et au niveau national.

Production de programmes radiophoniques sur la législation et les objectifs du parc (2 fois/mois) et débats

Participation des populations aux programmes et des débats radiophoniques dans les radios communautaires et privées (Kassumai, Bombolom et Pindgiguiti) sur la conservation et la valorisation de la biodiversité et les activités de développement durable.

Réunions mensuelles avec groupements d'intérêt économique (GIE's);

Sensibilisation

Réunions de concertation avec les population résidentes du parc sur la mise en œuvre le projet de création du parc

Réunions semestriels de Conseils de Gestion (représentants des, populations, des institutions partenaires) du Parc pour discuter les plans de gestion du parc;

Sensibilisation environnementale dans les EVA's (Ecole d'Initiation Environnementale) et dans les écoles secondaires.

Sensibilisation sur la pêche responsable dans les campements des pêcheurs

Sensibilisation sur les espèces menaces (faune et flore)

Distribution d'un bulletin trimestriel d'information sur le parc

Rencontres semestriels des responsables avec les chefs traditionnels pour discuter de la problématique de la conservation et développement durable ;

Formation

Organisation des séminaires pour les adultes et jeunes sur la conservation et valorisation des ressources naturelles

Visites d'échanges d'expérience entre les différents GIE's de deux zones (Nord et Sud du parc) sur la conservation et valorisation de la biodiversité

Formation aux Gardes de la Nature sur la gestion rationnelle des ressources naturelles

Formation sur l'éducation et communication environnementale

Formation sur les techniques améliorées de production du charbon du bois



III.1- LEURS INTERETS ET PREOCCUPATION PRINCIPALES

Etat / MAFP/MRNE (Direction Générale des Forêts et Chasse Direction Générale de l'Environnement)/ Secrétariat d'Etat du Tourisme,

Organisation du territoire
Gouvernance
Lois
Décentralisation
Fiscalisation
Sensibilisation
ECE : Education et Communication Environnementale
Inventaire de faune et flore
Développement des activités d'écotourisme
Mise en œuvre des micro projets
Formation
Etude et Recherche
Suivi et évaluation des projets et impacts environnementaux
Cartographie

Administration Locale

Planification régionale
Sensibilisation
Formation
Ecotourisme
Suivi de la gestion rationnelle de ressources naturelles
Lois

ONG's (AD, Swissaid, Tiniguena)

Sensibilisation
ECE : Education et Communication Environnementale
Appui au développement des activités d'écotourisme
Mise en œuvre des micro projets
Formation
Etude et Recherche
Suivi et évaluation des projets et impacts environnementaux
Mise en œuvre des techniques améliorées de valorisation des ressources naturelles et production agricole

Publication sur les espèces menacées

Production de Tee shirts sur la conservation

INITA (Institut National Investigation et Technologie Applique)

Sensibilisation
Mise en œuvre des micro projets
Formation

Etude et Recherche

Suivi et évaluation des projets et impacts environnementaux

Mise en œuvre des techniques améliorées de valorisation des ressources naturelles et production agricole

Société Civile (Secteur privés/Opérateurs touristiques, Association de base, Communautés Locales/Chefs traditionnels)

Sensibilisation

ECE : Education et Communication Environnementale

Appui au développement des activités d'écotourisme

Mise en œuvre des micro projets

Formation

Etude

Suivi des activités de développement durable

Mise en œuvre des techniques améliorées de valorisation des ressources naturelles et production agricole

Echange d'expérience

Direction du parc

Lois

Fiscalisation

Sensibilisation

ECE : Education et Communication Environnementale

Inventaire de faune et flore

Appui au développement des activités d'écotourisme

Mise en œuvre des micro projets

Formation

Etude

Suivi et évaluation des projets et impacts environnementaux

Suivi des activités de développement durable

Mise en œuvre des techniques améliorées de valorisation des ressources naturelles et production agricole

Echange d'expérience

III.2- AVEZ-VOUS PU Y REPONDRE DE FAÇON SATISFAISANTES

Oui, mais avec quelques limitations, parce que cette philosophie nouvelle de mise en œuvre d'une aire protégée et la gestion des ressources naturelles et d'espace qui en découlent ont nécessairement diverses conséquences qui peuvent être de l'ordre:

Sociale

Economique et culturelle

Les premiers concernés ce sont:

les populations résidentes

les utilisateurs des espaces et des ressources naturelles de l'aire protégée.

IV- LE SYSTEME ACTUEL DE GESTION

Le PNTC, est géré de façon participative avec les populations locales et l'appui des institutions de l'Etat, des ONG et d'autres partenaires et à travers du Conseil de Gestion.

Les membres du Conseil de Gestion du PNTC, donnent leurs avis sur toutes les activités de conservation et de valorisation de la Biodiversité du Parc, pour garantir son bon fonctionnement.

V- INICIATIVES SPECIFIQUES DE CONSERVATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE QUI ONT ETE AGREES ET MISES EN PLACE AVEC LA CONTRIBUTION ET CONCURRENCE DES PLUSIEURS PARTIES PRENANTES

Amélioration de l'accès à l'eau potable pour les populations locales (Secteur privé /PNTC)

Amélioration des techniques de production du charbon végétal (en partenariat avec INITA = Institut National d'Investigation des Technologies Appliquées, à travers d'un micro projet);

Amélioration des techniques de transformation du poisson (en partenariat avec INITA);

Amélioration de la production d'huile de palme

Appui à l'horticulture (en partenariat avec SWISSAID et AD

Appui à l'apiculture / PNTC

Introduction de foyers améliorés en partenariat avec INITA

Vulgarisation et diffusion des pratiques agricoles et sylvicoles moins destructrices pour la forêt / mangrove /PNTC et SWISSAID

VI- LES FORCES ET FAIBLESSES DU SYSTEME DE GESTION ACTUEL.

Forces:

Existence d'une volonté politique e administrative de création du Parc ;

Existence de ressources naturelles potentielles;

Existence d'une aire protégée ou soit le Parc (park for people);

Existence d'un premier draft du plan de gestion du Parc

Existence d'institutions de partenariat

Les populations résidentes connaissent l'existence du PNTC

Existence d'un dispositif opérationnel de gestion technique, administrative et financière

Capacitation, décentralisation et responsabilisation sur la gestion des ressources naturelles

Amélioration des conditions de vie des populations résidentes

Richesse culturelle des populations résidentes

Faiblesses:

Manque de encadrement institutionnel du Parc Naturel

Manque d'intégration du personnel employé dans la fonction publique

Capacité insuffisante pour faire appliquer la loi

Insuffisante capacitation des gardes nature

Exploitation non durable des ressources

Insuffisante valorisation des ressourcesuff YClique

Représentation UICN en Guinée-
Bissau

Donor : D D C

Project Name : Conservation Utilisation Durable de la Ressource Nat.de la Zone Cotière , PhaseIV.

IUCN Réf: Project number 75512-000

Donor Réf : t-300-33(206)-ZP

t.311 Guinée-Bissau 7 - RUD

Période : 1 Janvier 1998 au 30

Septembre 2002.

BUDGET Budget	Total
98.2001(CHF)	

3 239 000,00

FONDS Fonds reçus à ce jour

RECUS

Fonds reçus le 07/04/1998

650 000,00

30/09/02
Dépenses Total (B)

3 333 437,47

3 333 437,47

SOLDE Solde (A

75513-050	Appuis Institutionnels	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
75513-060	Frais de Gestion	242 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 000,00
	Sous total	2 471 000,00	353 648,45	461 436,28	573 960,10	591 684,08	226 692,58	2 207 421,49	263 578,51
	TOTAL	2 471 000,00	353 648,45	461 436,28	573 960,10	591 684,08	226 692,58	2 207 421,49	263 578,51

Représentation UICN en Guinée-Bissau

Donor : D D C

Project Name : Conservation Utilisation Durable des Ressources Nat.de l'Archipel des Bijados , Phasell.

IUCN Réf: Project number 75513-000

Donor Réf : t-300-33(206)-ZP

t.311 Guinée-Bissau 7 - RUD

Période : 1 Janvier 1998 au 30 Septembre 2002.

BUDGET Budget Total 1998.2001

1 971 000,00

2 471 000,00

Rallonge Budget Total D () Tj 2.1275 Ue3v -0.0236 T40D () Tj112 TD () Tj 75 0 TD750,00670.5 -12.75 TD -0.1216 Tc 0.08731N-0.1673 Tc 75 0 TDtr

DEPENS
ES

Dépenses	01/01/98	au	353 648,45	
31/12/98				
Dépenses	01/01/99	au	461 436,28	
31/12/99				
Dépenses	01/01/00	au	573 960,10	
31/12/00				
Dépenses	01/01/01	au	591 684,08	
31/12/01				
Dépenses	01/01/02	au	226 692,58	
30/09/02				
Dépenses Total (B)			2 207 421,49	2 207 421,49

SOLDE	Solde (A - B)			-236 421,49
-------	-----------------	--	--	-------------

SOLDE	CONTRIBUTION(Budget- Fonds reçus)			500 000,00
-------	--------------------------------------	--	--	------------

Annexe D.

CALENDRIER DE LA MISSION

Jour

1 ^{er}	Mardi 22.10.02 :	Briefing avec le Chef de mission de l'UICN Guinée Bissau. Exploitation des documents. Préparation de la méthodologie.
2 ^{ème}	Mer 23.10.02 :	Exploitation des documents. Rencontre avec le Chef de Mission, M. Nelson Gomes Dias Rencontre avec les responsables des composantes « Education et Communication Environnementales » et « Initiatives locales » (Eco développement)
3 ^{ème}	Jeu 24.10.02 :	Rencontre avec les responsables des composantes « Aires protégées » Rencontre avec les Conservateurs du Parc Caheu
4 ^{ème}	Vend 25.10.02	Visite au bureau de Planification côtière Visite
5 ^{ème}	Sam 26.10.02 :	Débriefing à l'UICN : présentation du plan du rapport et remarques sur les documents de projets lus
6 ^{ème}	Dim 27.10.02 :	Début de rédaction du draft du rapport d'évaluation interne

Annexe E.

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

N°N°N°